

Vannes, le 20/12/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **BERNARD SALAISONS**

Zone Artisanale Le Bardeff  
56500 MOREAC

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement BERNARD SALAISONS implanté Zone Artisanale Le Bardeff 56500 MOREAC. L'inspection a été annoncée le 21/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection programmée pluri-annuelle

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BERNARD SALAISONS
- Zone Artisanale Le Bardeff 56500 MOREAC
- Code AIOT : 0055602063
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société BERNARD SALAISONS est régulièrement autorisée par arrêté du 12/08/1994 modifié à exploiter sur la commune de MOREAC une installation de transformation de produits à base de viande sous la rubrique 3642 IED de la nomenclature

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches hors constats

- **Nécessité de prendre toutes les mesures adéquates pour éliminer les divers déchets-bouteilles-contenants non sécurisés- issus des travaux des prestataires extérieurs intervenant sur le site.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	NH3	Norme du 11/03/2019, article 5.12.1 5.14.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	IED	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Rejets industriels	Arrêté Préfectoral du 12/08/1994, article 9	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13	Sans objet
5	NH3	Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Transmission à l'inspection des installations classées des éléments et documents suivants:

- Date mise à jour étude de danger NH3
- Justificatifs de conformité des équipements d'extraction en SDM et de la présence d'un sprinklage en SDM
- Étude d'implantation de la détection et documents s'y référant
- Dernier audit NH3 et actions prévues si besoin
- Le retour à la conformité sur le pH
- La conformité des NEA-MTD avec la réglementation

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : NH3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Étude de danger
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en œuvre d'une étude de danger
<b>Constats :</b> Nécessité de mise en œuvre d'une nouvelle étude de danger après appoint 1T d'ammoniac.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Nécessité de mise en œuvre d'une nouvelle étude de danger après appoint 1T d'ammoniac.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : NH3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection
<b>Prescription contrôlée :</b> Les salles des machines doivent être conformes aux normes en vigueur. La ventilation des salles des machines est assurée par un dispositif mécanique calculé selon les normes en vigueur, de façon à éviter à l'intérieur des locaux toute stagnation de poches de gaz. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et d'une source de chaleur, de façon à ne pas entraîner de risque pour l'environnement et pour la santé humaine. Les moteurs des extracteurs doivent être protégés pour éviter tout risque d'explosion.
<b>Constats :</b> Transmission des dates de mise en place des extracteurs en toiture des stations de vanne congélation et vanne machine à glace. Transmettre la justification de conformité des extracteurs avec la réglementation pour éviter tout risque d'explosion - documentation technique - photo de plaque
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : NH3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 42
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes doivent être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant doit dresser la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et doit déterminer les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps...
<b>Constats :</b> Nécessité de mettre en oeuvre une étude d'implantation des détecteurs NH3 - Transmettre la liste des détecteurs finalisée comprenant les opérations d'entretien programmées
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 4 : NH3**

<b>Référence réglementaire :</b> Norme du 11/03/2019, article 5.12.1 5.14.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité incendie SDM
<b>Prescription contrôlée :</b> Justification portes coupe-feu et Sprinklage en SDM conforme
<b>Constats :</b> Justification de la présence de murs coupe-feu résistants pendant au moins 1 heure à transmettre à l'inspection. Justification de la conformité du système à extincteurs automatiques en place vis à vis des 3 conditions requises à la norme NF 378-3 à transmettre à l'inspection
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 5 : NH3**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 16/07/1997, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Audit conformité
<b>Prescription contrôlée :</b> Une visite annuelle de l'installation frigorifique est effectuée par une personne ou une entreprise compétente nommément désignée par l'exploitant avec approbation de l'inspection.
<b>Constats :</b> Transmettre à l'inspection le dernier audit annuel des installations fonctionnant à l'ammoniac accompagné des éventuelles actions correctives mises en place ou prévues avec les échéances de réalisation.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Transmettre à l'inspection le dernier audit annuel des installations fonctionnant à l'ammoniac accompagné des éventuelles actions correctives mises en place ou prévues avec les échéances de réalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : IED**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, NEA-MTD rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant surveille les émissions dans l'eau et respecte les VLE de l'arrêté ministériel. Niveau de performance attendu concernant les NEA-MTD (Niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles) pour l'établissement Bernard salaisons.
<b>Constats :</b> Transmettre à l'inspection les justificatifs de conformité des rejets industriels de la société BERNARD SALAISONS avec les NEA-MTD attendus dans le contexte de rejets indirects vers la station de Locminé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 7 : Rejets industriels**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/08/1994, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Respect pH
<b>Prescription contrôlée :</b> pH compris entre 5,5 et 8,5.
<b>Constats :</b> Transmettre à l'inspection les mesures prévues pour retrouver une conformité en pH des rejets industriels. Nécessité de se conformer à l'article 9 de l'arrêté d'autorisation actuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois